

Le MOC appelle les partis francophones à ne pas monter dans un gouvernement avec la N-VA

Le MOC suit attentivement les négociations entre le PS, le cdH et le FDF en vue de former des majorités au niveau régional. Il salue dès maintenant la volonté des trois formations politiques de porter un programme à caractère progressiste en associant les forces vives, dont les partenaires sociaux, pour travailler à l'essor des Régions et à la prospérité de ses habitants.

Cependant, le Mouvement s'inquiète des perspectives budgétaires telles qu'établies par la Banque nationale tablant sur un déficit de 2,8% du PIB en 2015 ce qui nécessiterait d'effectuer des économies de 14 milliards d'euros d'ici 2017. En outre, une partie de ce déficit devrait être supporté par les Communautés et Régions. Or, ces dernières doivent déjà intégrer le transfert de compétences réalisé sans l'entièreté des financements. La Région wallonne va devoir économiser 760 millions d'euros d'ici 2016 ce qui pourrait entraîner tout simplement le gel de certaines dépenses. Pour le MOC, les Régions doivent pouvoir utiliser leur autonomie et revisiter l'ensemble de leur fiscalité afin de renforcer son équité, son efficacité et son rendement.

Dans la même optique, le MOC juge inacceptable l'idée émise par une étude de la Banque nationale d'une diminution des dépenses de pension. Pour le MOC, il est avant tout nécessaire de renforcer le premier pilier des pensions notamment par la revalorisation des pensions les plus basses avec un relèvement de la pension minimum au niveau du prix moyen en maison de repos.

Si la perspective de voir naître des majorités progressistes en Wallonie et à Bruxelles nous satisfait, nous restons par contre inquiets sur la possibilité de voir se constituer une majorité de droite pilotée par la N-VA au niveau fédéral. Au niveau socio-économique, le programme des nationalistes flamands vise à faire basculer notre modèle de sécurité sociale d'une logique de solidarité vers une logique individualiste et marchande. Cette offensive d'une ampleur inédite menacerait l'ensemble des acquis sociaux ainsi que le pouvoir d'achat de la population ce qui aurait une conséquence négative sur l'activité économique et plongerait le pays et l'ensemble des travailleurs dans une situation de grande fragilité. Si une majorité de droite voit le jour au niveau fédéral, cela nécessitera d'urgence l'établissement d'un front commun solide entre le secteur associatif, non marchand, les pouvoirs publics et les acteurs socio-économiques soucieux de sauvegarder les principes de solidarité et d'égalité. Comment comprendre qu'un ou plusieurs partis francophones s'associeraient à un tel gouvernement alors que pendant la campagne électorale, les partis francophones ont déclaré refuser une telle alliance ?

Le MOC réaffirme que l'austérité n'est pas une solution et appelle à une politique plus juste et solidaire qui répondra aux besoins de la population et sera créatrice d'emplois durables.

Christian KUNSCH,
Président du MOC.

Communiqué de presse